

**Syrie - Armes chimiques - Réponse  
de M. Edouard Philippe, Premier  
ministre, à une question d'actualité  
au gouvernement au Sénat**  
(Paris, 10 avril 2018)

Monsieur le Président, un an presque jour pour jour après le massacre de Khan Cheikhoun, deux nouvelles attaques à l'arme chimique sont intervenues récemment. Avec ces deux attaques chimiques, c'est une nouvelle fois le droit international et l'expression de la plus simple humanité qui ont été bafoués.

Ces atteintes sont dues au régime syrien et elles traduisent le fait que le régime syrien, le système auquel nous faisons face, ne reculera devant aucune transgression pour obtenir ce qu'il cherche, c'est-à-dire la fin militaire de toute résistance ou de toute opposition.

La guerre dure depuis sept ans, Monsieur le Président, et elle a fait un nombre de morts considérable. Mais l'emploi de l'arme chimique ne ressemble pas à celui d'autres armes et il ne peut pas être mis dans la même catégorie.

Avoir recours à l'arme chimique, c'est fondamentalement transgresser l'ordre international ; c'est assumer une violation caractérisée du protocole de 1925, de la convention de 1993 et de plusieurs résolutions des Nations unies.

Utiliser l'arme chimique, c'est dire quelque chose ; c'est faire quelque chose. Et je crains, Monsieur le Président, que notre réponse à l'utilisation de cette arme ne dise quelque chose sur nous, ne dise quelque chose de notre réaction, de la capacité que nous avons et de l'engagement que nous avons à faire respecter un ordonnancement international fragile, c'est vrai, mais auquel nous sommes attachés.

Face à ces événements qui, je veux le souligner, sont d'une extrême gravité, le président de la République l'a dit, la France assume ses responsabilités. Nous avons saisi le Conseil de sécurité - il s'est réuni hier et se réunit de nouveau aujourd'hui - pour demander l'arrêt des hostilités, pour demander l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et pour insister sur la nécessité de créer ou, plus exactement, monsieur le président, de recréer un mécanisme d'enquête international sur les attaques chimiques.

Pour ce faire, nous nous coordonnons évidemment étroitement avec nos alliés et nos partenaires, notamment les Etats-Unis d'Amérique.

En outre, nous agissons pour que jamais - j'y insiste : jamais - l'emploi d'armes chimiques ne

puisse avoir lieu en se prévalant d'une impunité quelconque. Tel est bien le sens de l'initiative qui a été lancée par Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en janvier dernier, pour faciliter l'identification des individus ou des entités qui collaborent à ces programmes d'armes chimiques.

Pour conclure, Mesdames, Messieurs les Sénateurs, je dirai que l'émotion et l'horreur que suscitent ces actes sont évidemment partagées sur toutes ces travées. Nous savons tous ici que la solution à la crise syrienne sera une solution politique : aucune autre solution ne peut durablement régler le problème syrien. Mais, Monsieur le Président, je veux le dire, il ne peut pas y avoir de diplomatie crédible si de telles atrocités ne donnent pas lieu à une réponse forte, à une réponse unie, à une réponse résolue de la communauté internationale./.

(Source : site Internet du Sénat)